

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu du 30 avril 2014
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
15 h

Présences : C. Poirier (présidence), B. Black (téléconférence), J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler (17 h), S. Gagnon (15 h 35), L. Haméon, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, G. Phillips, A. Picotte, J. Ouellette D. Martin et S. Wensink.

Absences justifiées : C. Creran, N. Giannakoulis, S. Jaroudi, L. Whitmore, C. Danik.

1) Points aux fins d'approbation

1 a) Ordre du jour

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par S. Mullen d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Budget

R. Brockington présente le budget. Sandi Wensink, agente des finances, est présente afin de répondre aux questions.

Le budget est examiné par domaine au lieu de poste par poste, question de temps.

R. Brockington mentionne que l'Assemblée générale concernant le budget (AGB) aura lieu en juin et que les états financiers audités ne seront pas prêts pour l'assemblée en raison des modifications apportées au processus de consultation budgétaire qu'ont approuvées les membres. Les membres voteront sur le budget en septembre.

Suivi : Il est demandé de préparer une ventilation par section locale pour le poste 16.1 et de fournir une liste des sections locales qui reçoivent une ristourne et que celle-ci soit divisée par type de dépenses, par ex., déplacements, remboursements de salaire, traiteur, etc.

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par A. Picotte de recommander aux membres d'approuver le budget.

C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, A. Picotte = pour, S. Mullen = pour, L. Haméon = pour, B. Black = pour, A. Kurikshuk-Nemec = pour, S. Gagnon = pour, G. Phillips = pour, J.-L. Bourdages = pour.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 c) Compte rendu du huis clos du 26 mars 2014

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Compte rendu du huis clos du 3 avril 2014

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par J.-L. Bourdages d'adopter le compte rendu.

Pour = 8, contre = 0, abstention = 3. **Résolution adoptée.**

1 e) Compte rendu du 26 mars 2014

Résolution : Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Picotte d'adopter le compte rendu.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 f) Nomination de bénévoles au Comité des candidatures et des résolutions

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Haméon d'approuver la nomination des anciens membres et des nouveaux bénévoles.

**G. Phillips s'absente pour le vote.*

Pour = 10, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 g) Création de nouvelles sections locales

Résolution : Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Picotte d'approuver la création d'une section locale à Infrastructure Canada.

**G. Phillips s'absente pour le vote.*

Pour = 10, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Résolution : Il est proposé par J-L Bourdages et appuyé par L. Haméon d'approuver la création de la section locale à Pêches et Océans. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 h) Résolutions du Comité des finances

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon que 36,114.90 \$ soient transférés du Fonds pour imprévus de l'exécutif pour couvrir les déficits aux postes des honoraires professionnels (32,033.73 \$) et des négociations collectives (4,081.17 \$).

Pour = 10, contre = 1, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

1 i) Résolution de la section locale 512

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par A. Butler que le Conseil exécutif national de l'ACEP appuie le BBQ et la marche du 1^{er} mai organisés par Solidarity Against Austerity et endosse le soutien organisationnel et financier déjà fourni par le Bureau national. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2) Suivis

2 a) Le point sur les coûts de l'indemnité de grève (huis clos)

Ce point est examiné et traité à huis clos.

2 b) Le point sur les honoraires professionnels

J. Ouellette dépose une ventilation des honoraires professionnels, à la demande du conseil. Aucune autre question n'est soulevée sur ce point.

2 c) Politique sur les communications électroniques

C. Poirier présente le contexte de cette politique. Des préoccupations avaient été soulevées à savoir que la politique s'applique à tous les documents et ce qu'il en est des membres qui n'ont pas Internet ou d'ordinateur à la maison.

- Le réseau de l'ACEP pourrait avoir un secteur sécurité réservé à notre usage.
- Achat d'I-pads.
- Et la plateforme de discussion, peut-elle être utilisée?

Suivi : Il est demandé d'examiner d'autres options et de faire rapport.

2 d) CTC/FTQ

Suivi : Inviter un représentant à faire une présentation au CEN en mai ou juin.

3) Questions de fond aux fins de discussion

3 a) Déclaration solennelle

D. Martin souligne que les dirigeants de sections locales n'ont pas tous signé la déclaration solennelle. Le personnel imaginera un processus de suivi auprès des dirigeants des sections locales.

Suivi : Il est demandé de fournir un rapport des dirigeants de sections locales qui ont ou n'ont pas signé la déclaration pour la réunion du 7 mai 2014 du Conseil des dirigeants de sections locales.

3 b) Service Plus

J. Ouellette présente des informations sur ce régime et signale qu'il s'agit d'un service professionnel, qu'il n'y a pas de coût pour les membres et que c'est un outil de recrutement.

Il y a **consensus** que J. Ouellette continue de négocier et fasse rapport au CEN.

4) Rapports

4 a) Président

Chaque année, le printemps ramène les assemblées générales annuelles de nos sections locales. En 2014, nous avons cependant décidé de devancer les AGA de manière à rencontrer le plus de membres possible en vue du début de la ronde de négociation. En plus de visiter des sections locales de la région, j'ai donc entamé la tournée canadienne en commençant par Vancouver. Si vous suivez le blogue de l'ACEP, vous avez pu lire le récit de ces assemblées.

De Vancouver à Winnipeg, en passant par Edmonton et Saskatoon, les préoccupations de nos membres se ressemblent. Les rumeurs entourant la disparition des congés de maladie, le nouveau régime d'évaluation du rendement, la peur de nouvelles vagues de compressions, les raisons de craindre pour son avenir ne manquent pas. En outre, plus nous informons nos membres, plus ils comprennent l'ampleur des modifications au processus de négociation.

J'étais également à Toronto avant Pâques. Là-bas, aux préoccupations communes s'ajoute le sentiment d'isolement de nos membres dans le nord de la ville. Nous avons donc tenu deux AGA : une au centre-ville, l'autre à North York. Notre agente des relations de travail verra avec quelques personnes-ressource à solidifier notre présence hors du centre.

Malheureusement, en raison de problèmes aux oreilles qui m'empêchaient de prendre l'avion, je n'ai pu me rendre dans les Maritimes et participer aux AGA locales. Heureusement, notre agente Karen Brook était bien préparée et le vice-président EC a pu participer à celle de Nouvelle-Écosse.

Je crois que l'an prochain, le calendrier devra permettre une pause entre les AGA au lieu de trop vouloir en faire en peu de temps.

Dans les régions, il reste donc les assemblées de Montréal et Québec. Pour ce qui est de la capitale nationale, quelques sections locales tiendront leur AGA dans les semaines à venir. Nous aurons ainsi complété la tournée et permis à nos membres de s'informer.

Une ronde de négociation très intéressante s'amorce face à un employeur plus schizophrène que jamais. En effet, nous avons d'une part un gouvernement implacable qui veut causer le plus de dommages possible avant l'élection de 2015 et d'autre part un Conseil du Trésor peu préparé à un combat qu'il sait d'avance inéquitable. Comment qualifier autrement la dynamique alors que les règles du jeu ont complètement été trafiquées en faveur de la partie employeur. Comme je le disais au négociateur du Conseil du Trésor pour la table EC, si j'étais à une table de poker, je demanderais sans doute un nouveau jeu...

Cependant, nous allons aborder l'exercice de négociation de bonne foi, en nous préparant le mieux possible et en ayant l'esprit ouvert, comme ce doit toujours être le cas à une table de négociation. Souhaitons que l'employeur fasse preuve d'une aussi grande ouverture.

La mobilisation va bon train et nos efforts dans les différents ministères portent fruit. Les activités conjointes avec les autres syndicats vont se multiplier. D'ailleurs, j'ai été invité par l'Alliance au Congrès triennal de la région d'Ottawa. On me demande de parler de solidarité intersyndicale aux délégués. Avouons que cela me place dans une étrange position quand on sait que certains de nos dirigeants locaux tentent de saboter cette solidarité.

Parlant de travail fait avec les autres syndicats, les présidents étaient réunis aujourd'hui à l'Institut et la solidarité se confirme de plus en plus. Le Comité conjoint sur la négociation a fait son rapport aux présidents et le travail se poursuivra dans les mois à venir. Maintenant que le mouvement est amorcé, il reste à souhaiter que personne ne vienne gâcher les efforts déployés dans les derniers mois.

4 b) Directeur général des politiques

Pas de rapport ce mois-ci.

4 c) Examen législatif

Le rapport mis à jour est déposé.

4 d) Directeur général des opérations

Affaires internes

Nous avons reporté la nomination par intérim d'un autre employé au poste de coordonnateur des services pour des raisons opérationnelles. Après un examen de nos besoins et devant l'impact anticipé que le C-4 aura sur nos fonctions et responsabilités en matière de représentation, le poste d'agente de l'éducation sera aboli au 1^{er} mai 2014. Isabelle Borré occupera un poste d'agente des relations de travail à compter de cette date.

Sondages électroniques

Aucun nouveau sondage n'a été lancé pendant la période de rapport. Nous travaillons avec le comité des candidatures de la section locale 503 pour organiser une élection en ligne à la suite de leur AGA du 28 mai.

Site Web

Comme vous le savez, nous procéderons à une refonte complète de notre site Web. Nous espérons qu'il soit prêt et en marche d'ici la mi-juin. Les dirigeants de sections locales, les membres du CEN et le personnel ont été consultés pour nous aider à choisir une structure et des fonctionnalités qui répondent à nos besoins. Le contrat pour la conception et la création du nouveau site Web, de même que pour la formation du personnel et la maintenance et le soutien sera attribué dans la semaine du 28 avril.

Mobilisation

La coordination des efforts de mobilisation a cessé d'être la responsabilité de l'ART à la mobilisation le 1^{er} avril. Un rapport complet et détaillé des activités et des résultats de la campagne de mobilisation a été fourni au CEN. Claude Archambault a repris ses fonctions d'agent des relations de travail, mais continue d'apporter son aide aux projets de mobilisation amorcés pendant qu'il était responsable de la mobilisation.

Négociations

La cinquième réunion du Comité de négociation collective pour les membres de l'ACEP à la Bibliothèque du Parlement a eu lieu le 15 avril. Les membres du comité et des employés ont examiné les résultats du sondage et ont eu une discussion préliminaire sur les propositions de négociation. L'avis de négociateur sera donné avant le 15 juin et une demande d'information à l'employeur sera envoyée en mai.

Conseil consultatif mixte de la Commission de la fonction publique (CCMCFP), Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CCCRTFP) et Comité de consultation de la clientèle du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (CCCTPF DAR)

La prochaine réunion du CCMCFP est prévue pour le 30 avril 2014. Je ferai un rapport oral de la réunion.

La prochaine réunion du CCCTPF DAR aura lieu en juin.

Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2014 :

Absentéisme	1	CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	19	CNM (DSE)	
Nominations intérimaires		CNM (soins de santé)	
AIPRP		CNM (réinstallation)	
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations		CNM (DRE)	8
Prime au bilinguisme		Rémunération	9
Carrière et droits d'enregistrement		Pension	
Classification	5	Évaluation rendement	15
Code de conduite		Dossier personnel	1
Consultation		Politique	
Mutations		Activité politique	
DJR		Protection vie privée	
Assurance invalidité	5	Probation	2
Discipline	15	RAND	
Discrimination	2	Programme de recrutement	
Statut d'emploi		Représentation	
Évaluation ergonomique		Démission	
Évaluation de l'aptitude au		Retraite	1

travail			
Harcèlement	24	Retour au travail	6
Santé et sécurité	1	RIM	
Santé et sécurité (demande)		Cote de sécurité	
Horaire de travail	1	Service	
Horaire de travail (heures suppl.)	1	Dotation	
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	1
Droits de la personne		Énoncé de fonctions	5
SIGC	1	Télétravail	1
Application d'accord	1	Employé à durée déterminée	
Assurances Johnson		Licenciement	3
Profil linguistique		Conditions de travail	
Formation linguistique	1	Programme de formation	
Congés	4	Temps de déplacement	
Congés (annuels)	3	Plainte, pratiques de travail injustes	
Congés (deuil)		Cotisations syndicales	1
Congés (autres)	3	Représentation syndicale	
Congés (parlementaires)		Affectation de travail	3
Congés (maladie)	6	Lieu de travail	
Congés (non payés)	4	Charge de travail	
Lettre d'attentes		Actes répréhensibles (dénonciation)	
Indemnité de maternité	1		
Évaluation médicale	3		
		Total	157

Causes devant les tribunaux

Une demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) a été déposée le 22 novembre à la Cour d'appel fédérale.

Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP :

Ottawa	23 mai	Dupuis (Réinstallation – dir. CNM)	MAECD
Ottawa	4 juillet	Paquet (Congé)	TPSGC (BtB)
Ottawa	15 au 19 sept.	(Cessation d'emploi)	CISR

Veillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

4 e) Comité des finances

Les états financiers pour la période se terminant le 28 février 2014 sont examinés.

4 f) Comité RH

A. Butler fait le point sur le travail du comité :

- Une réunion a eu lieu depuis le dernier rapport
- On tente d'établir la structure du rapport
- Un seul chapitre principal = la présidence
- Élément supplémentaire concernant les risques pour l'organisation
- Recommandation sur les élections à suivre
- Le rapport devrait être prêt pour la réunion de mai
- C. Danik mentionne que les négociations du SEA devraient être à l'ordre du jour

4 g) Comité d'exercice d'élaboration

A. Butler fait le point sur le travail du comité :

- Ne s'est pas réuni depuis deux mois
- Contraintes de temps et disponibilité des membres
- Ce que nous faisons maintenant pourrait être refait par le nouveau CEN
- Il est décidé d'attendre à l'automne pour les recommandations à faire au nouveau CEN

4 h) Statuts et Règlements

Résolutions ayant des incidences financières

R 3.36 Des résolutions en tout format portant signatures vérifiables doit être reçue au bureau national ~~soixante quatre-vingt-dix~~ (960) jours avant l'AGA. Après avoir établi la recevabilité des résolutions en consultation avec le Président, le bureau national voit à l'organisation d'un scrutin dont le calendrier coïncide avec celui des élections.

R 3.37 Le Comité des finances étudie toutes les résolutions pour en vérifier les incidences financières.

R 3.38 Si le Comité des finances détermine que la mise en œuvre d'une résolution exigera des fonds qui ne sont pas disponibles dans le budget courant, il en informe les auteurs de la résolution et leur donne la possibilité de modifier la résolution avant qu'elle soit soumise aux membres. Toutes les modifications doivent être reçues soixante-cinq (65) jours avant l'AGA.

R 3.39 Le Comité des finances a le pouvoir de modifier une résolution pour y inclure un financement spécial ou une modification du budget afin de veiller à ce que les fonds soient disponibles pour mettre en œuvre la résolution.

R 3.37 40 Les auteurs d'une résolution peuvent déléguer un (1) scrutateur au dépouillement du vote. Les autres dispositions des paragraphes R 3.13 à R 3.36 inclusivement s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'exclusion de R 3.14.

Résolution : Il est proposé par S. Mullen et appuyé par L. Haméon d'adopter les modifications proposées au règlement n° 3. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

5) Levée de la séance

La séance est levée à 21 h.